



SYNDICAT CGT MICHELIN



PLACE DE LA LIBERTÉ
MAISON DU PEUPLE
63000 CLERMONT-FERRAND



04 73 36 07 71



cgt.michelin@wanadoo.fr



cgtmichelin.fr

Les plans sociaux de licenciements chez Michelin, à Clermont-Ferrand et ailleurs et les aides perçues par l'entreprise en France

par Eric Panthou

version au 30 mai 2026

L'entreprise Michelin marque de son empreinte depuis plus d'un siècle la ville et l'agglomération clermontoise par le poids territorial de ses usines et propriétés foncières, par son poids économique et celui de ses salariés très nombreux, par son poids économique sur les décisions des édiles locaux, son poids social par les valeurs que la direction défend.

L'élément pesant d'un poids décisif sur l'influence qu'exerce la multinationale pour structurer l'organisation de l'espace urbain et de l'économie locale mais aussi le fonctionnement des rapports sociaux et politiques (Zanetti, 2016), est celui du nombre de ses salariés et sa volonté affichée de maintenir son siège social à Clermont-Ferrand.

Mais on constate que plus le poids de Michelin en termes de salariés sur le site Clermontois se réduit, plus se renforce sa volonté de peser sur les politiques publiques à son avantage. La nomination du second adjoint au nouveau maire LR de Clermont, en charge du budget, ancien haut cadre Michelin, n'est que la traduction la plus manifeste de cette volonté patronale.

Cette étude vise à lister l'ensemble des plans économiques mis en place par la firme à Clermont-Ferrand mais aussi dans l'ensemble de ses sites français et étrangers, depuis le début des années 1980. Elle vise aussi à donner quelques éléments d'informations sur les aides ou exonérations d'impôts dont Michelin a bénéficié.

L'histoire de Michelin, en termes d'effectifs, n'a jamais été linéaire. Certaines périodes ont connu auparavant de fortes baisses (périodes des guerres mais aussi début des années trente en particulier où Clermont perd 7000 emplois en 1929 et 1931), mais ce qui caractérise la situation depuis 1982, c'est qu'il s'agit d'une baisse continue et qui semble inexorable.

1er plan : 1982 : 3880 en France dont 2300 à Clermont (3110 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)

2ème plan : 19 avril 1984 : 4920 dont 3520 à Clermont-Ferrand (4993 et en 1985 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)

3ème plan : 1987 : 2260 (2196 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999, 1er plan)

4ème plan : juillet 1990 : 8600 dont 2000 à Clermont (2260 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)

5ème plan : octobre 1991 : 4900 (voir *Les Echos*, jeudi 24 octobre 1991) (4900 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999) 2432 suppressions à Clermont en avril 1991 selon Michel Beurrier dans son article sur la crise industrielle dans le 63, *Cahiers d'histoire* n°2, avril 2025

6ème plan (« *plan d'adaptation des effectifs* ») : 7 mai 1993 : 2950 dont 1550 à Clermont (*Les Echos*, 10 mai 1993) (2950 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)

7ème plan : 22 juin 1994 : 1466 dont 727 à Clermont (1170 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)

8ème plan : 6 mars 1997 : 1445 dont 852 à Clermont-Ferrand (1445 selon *l'Humanité* du 22 septembre 1999)
8 septembre 1999 : Michelin annonce 20% de bénéfiques en plus et 7500 suppressions. Scandale Michelin dénoncé nationalement. Pas de détails par sites concernés.

21 juin 2004 (plan de « gestion prévisionnelle de l'emploi ») : 2900 emplois (*le Figaro*, 21 juin 2004)

17 février 2006 : 111 salariés de **Poitiers** ayant refusé de muter de l'usine qui ferme sont licenciés

2006 : fermeture usine de Dakar (Sénégal) spécialisée dans la production de pneus pour voitures et camions légers. 400 emplois supprimés.

2007 : fermeture d'une grande usine Michelin au Nigeria : [1300 emplois supprimés](#).

14 février 2007 : suppression de 365 postes à **Saint-Doulchard**

octobre 2007 : annonce fermeture usine de **Toul** ; cela est effectif en 2008.

[17 juin 2009](#) : 1093 dont 477 sur le site de **Blanzay**.

31 octobre 2009 : 1000 emplois supprimés avec la fermeture de l'usine BF Goodrich d'Opelika en Alabama (Etats-Unis).

2009 : fermeture de l'usine de Noyelles-lès-Sèclin (Nord), spécialisée dans le rechapage de pneus poids lourds. 276 emplois supprimés.

11 juin 2013 : **Joué-les-Tours**, 706 suppressions de postes ; il ne reste plus depuis que 163 salariés (effectifs en 2023)

11 juin 2013 : annonce fermeture usine à **Alger** : 600 emplois supprimés

[2013](#) : fermeture de deux usines Michelin en Colombie (Chusaca spécialisée pneus poids lourds et Cali, pneus voitures Michelin et Goodrich) : suppression de 460 emplois

1er mars 2016 : 500 postes à Clermont (notamment fermeture atelier de rechapage de pneus pour poids lourds à la Combaude soit 330 postes)

5 novembre 2018 : fermeture annoncée de l'usine de **Dundee** d'ici 2020 (Ecosse) 845 emplois supprimés. Elle était active depuis 1971 et fabriquait des pneus pour voitures.

2018 : Fermeture usine de Ballymena (Irlande du Nord) qui fabriquait des pneus poids lourds depuis son ouverture en 1969. 850 emplois supprimés.

Septembre 2019 : fermeture **Bamberg** (Allemagne), 850 emplois

[octobre 2019](#) : 624 suppressions avec la fermeture de la **Roche-sur-Yon**

[La CGC écrit](#) en décembre 2019 : La direction annonce les changements majeurs à une cadence qui commence à donner le tournis : fermeture de Dundee, fermeture de Bamberg, fermeture de La Roche sur Yon, délocalisations en Roumanie et maintenant en Inde.

janvier 2020 : 74 postes supprimés à **Cholet**

6 janvier 2021, "*plan de simplification et de compétitivité*" : 2300 postes en France d'ici 2024 mais en fait 1750 supprimés si on prend en compte les créations. / Le précédent plan de départs volontaires, avec pour ambition de supprimer jusqu'à 2 300 postes, ne date que de 2021. Il s'était arrêté à 1 600 départs en 2023. (*Libération*, 28 mai 2026)

En 2022, [469 suppressions d'emplois à Clermont-Ferrand](#) dans le cadre du plan 2021 (et création de 250 en même temps)

313 supprimés à Clermont en 2023, dans le cadre de ce "*plan de simplification et de compétitivité*" ou RCC 3 (rupture conventionnelle collective 3) (et dans le même temps 290 postes sont créés, notamment par des [internalisations de compétences](#) ou de nouvelles activités

Michelin va fermer deux sites de production en Allemagne à **Karlsruhe** et **Trèves** d'ici 2025 (*La Montagne* 29 11 23 p. 34, une brève !) 1 532 salariés touchés au total. Fin 2023, le pneumaticien avait également annoncé des mesures en Allemagne, où 1 532 emplois devaient être supprimés d'ici fin 2025, avec l'arrêt progressif de la production des sites de Karlsruhe, de Trèves et d'Hombourg, et le transfert du centre de services clients de Karlsruhe vers la Pologne. (*Les Echos*, 29 mai 2025)

Le site d'Ardmore en Oklahoma, aux États-Unis va fermer avec 1400 emplois supprimés (*L'Usine Nouvelle*, 2 novembre 2023)

2024 : depuis mars 2024, l'unité spécialisée en poids lourds d'Olsztyn en Pologne a fermé mais le site perdure (*La Montagne*, 27 novembre 2024). Cette décision affecte environ 430 employés, mais Michelin

prévoit de les reclasser dans d'autres activités de l'usine, qui continue à produire des pneus pour voitures et équipements agricoles. La production de pneus pour camions est transférée en Roumanie, en raison des coûts de production plus compétitifs dans ce pays

Le 5 novembre 2024, Florent Ménégaux annonce la fermeture des sites de Cholet (955 salariés) et Vannes (299 salariés) [au plus tard début 2026](#). Le groupe supprime 1246 emplois ans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), en fermant ces deux sites industriels dans l'ouest du pays.

«Nous avons en revanche trouvé une possibilité pour viabiliser encore quelque temps l'activité à Joué-lès-Tours. » dit la patron de Clermont-Ferrand qui ne s'engage pas à long terme. Michelin insiste sur son attachement à la France, malgré la fermeture de ces deux sites sur les quinze encore présents. Il y compte actuellement 19 000 salariés sur 132 000 dans le monde. Les discussions avec les syndicats, qui rappellent que le groupe a fait un bénéfice net de près de 2 milliards d'euros en 2023, avec un résultat opérationnel record, s'annoncent tendues.

Voir aussi article de [Ouest France](#) du 5 novembre 2024.

En 2024, le groupe Michelin a décidé de [céder ses deux usines](#) de Midigama Tyre Division et Casting Product Division au Sri Lanka. Celles-ci sont dédiées au marché des pneus bias (diagonale) et chenilles destinés aux équipements de construction compacts. Lundi, les travailleurs ont pris connaissance d'un [accord secret](#) (article en anglais) entre le Syndicat interentreprises des employés (ICEU) et la direction de Michelin. Aux termes de cet accord, conclu à l'insu des travailleurs, le syndicat aurait accepté une indemnité de licenciement forfaitaire de seulement 575 euros (environ 200 000 roupies) pour tous les employés.

<https://www.wsws.org/fr/articles/2025/05/29/gmca-m29.html>

En 2025, l'usine de Queretaro, 480 salariés, au Mexique, a également fermé tandis que se développait depuis 2019 une unité plus grande à Leon (La Montagne, 29 mai 2026)

Un site aurait été fermé à Shanghai en 2024 selon rapport aux investisseurs en février 2025 par Michelin. Voir slide 12

<https://dgaddcosprod.blob.core.windows.net/cxf-corporate/attachments/f2274lckirbkvpwfpysks22-2024-annual-results-presentation.pdf>

Les 26 milliards d'euros de chiffre d'affaires et les 1,7 milliard d'euros de bénéfices (en recul de 12%) en 2025 n'ont pas dissuadé le «Bibendum» de dégonfler une nouvelle fois ses effectifs. (Libération, 28 mai 2026) Le 28 mai 2026, la direction annonce un plan "d'adaptation des effectifs" portant sur 1500 postes sur trois ans, sur les 17000 qu'il compte encore en France. Ces suppressions de postes concerneraient pour les deux tiers des fonctions tertiaires et un tiers dans l'industrie. «*Aucun site, aucune fonction ne sont particulièrement visés*, souligne le directeur du personnel. *Nous demandons à toutes nos entités de réfléchir collectivement aux efforts qui pourraient être faits et de faire des propositions.* » Ces départs se feraient exclusivement sur le volontariat affirme la direction. Ce sont des mensonges, bien sûr qu'il y aura des départs contraints", s'est exprimé M. Romain BACIAK, délégué CGT au siège Michelin à Clermont-Ferrand. Pour M. Pierre PAPON, délégué CFDT à Michelin France, "c'est un peu inquiétant. Mais ce qui nous rassure, c'est que c'est du volontariat, il faut juste s'assurer qu'il n'y aura pas de fermeture de sites". (La Correspondance économique, 29 mai 2026)

L'essentiel des 1000 suppressions du tertiaire auront lieu à Clermont, de façon résiduelle sur Paris et Lyon. Michelin emploie 130000 personnes dans le monde. S'il reste 13 usine sen France, six unités industrielles ont fermé en vingt ans : Poitiers, Toul (usine Kléber), Joué-lès-Tours, La Roche-sur-Yon, Vannes et Cholet, fermetures auxquelles il faut ajouter l'arrêt de l'atelier de rechapage de pneus de poids lourd de la Combaude à Clermont. L'armada de 53000 employés recensés à l'orée des années 1980 n'a cessé de se réduire depuis pour se porter à 17000 bis avant ce nouveau plan initié pour 2027-2029. La Grande Bretagne n'a plus qu'une usine sur les trois qi s'y trouvaient à la fin des années 2010. L'Allemagne n'en compte plus que trois dont une à la capacité très réduite soit moitié moins qu'au plus fort de l'activité outre-Rhin. Il reste néanmoins 60000 emplois Michelin en Europe sur 130000 au total. les Etats Unis qui comptent presque autant de Bibs que la France, a vu en 2025 l'usine d'Ardmore fermer après 55 ans d'activité. En 2025, l'usine de Queretaro, 480

salariés, au Mexique, a également fermé tandis que se développait depuis 2019 une unité plus grande à Leon (La Montagne, 29 mai 2026)

Le groupe Clermontois comptait 23 000 salariés en France en 2019 et 16 usines, contre 13 aujourd'hui et 17 000 employés. « *Nous ne pourrons jamais garantir l'emploi*, rappelait Florent Menegaux lorsque le site La Roche-sur-Yon a dû fermer ses portes. *Dans un marché mondialisé comme le nôtre, ce serait irresponsable.* » (Le Figaro, 29 mai 2026)

Un précédent guichet mis en place entre 2021 et 2023 avait conduit à 1.600 départs volontaires, sans atteindre l'objectif affiché de 2.300 départs. (L'AGEFI, 29 mai 2026)

Une Une symbolique de la ligne éditoriale de La Montagne. Michelin et Limagrain.



INTIMITÉ
Comment consoler un ado confronté à son premier chagrin d'amour
Dernière page



Propos du Montagnard

Le retour. Alceste, Agnan, Eudes, Clotaire, le surveillant Bouillon... Cela vous dit quelque chose ? Le Petit Nicolas, écolier espionne dont les aventures ont bercé plusieurs générations, est de retour. D'ailleurs, le titre du livre qui paraîtra le 8 octobre en librairie ne peut être plus clair : *Le Petit Nicolas, je reviens*. À la nana, la fille de René

LIMAGRAIN

300 millions d'euros pour inventer les cultures de demain

PUY-DE-DÔME

La Clermont Fèira et huit pages d'idées de sorties pour le week-end



Les effectifs à Clermont-Ferrand

Au total, Michelin est passé d'un peu plus de 30 000 salariés à Clermont à un peu moins de 9000 en 2023. Ménégau, pdg Michelin auditionné au Sénat le 18 mars 2025 déclare à tort qu'il y a eu jusqu'à 35000 salariés chez Michelin à Clermont.

Ses effectifs à Clermont-Ferrand: de 30 000 en 1979 ils chutent à 23 000 dès 1985 et à 14 000 en 2005.

En 1992, il y avait 8.000 agents de production, terme Michelin pour désigner les ouvriers. [Vingt ans plus tard, fin 2012](#), il n'y en avait plus que 4.000 dans la capitale auvergnate. Au total, entre ces deux dates, les effectifs clermontois sont passés de 16.500 à 12.500. On est loin du pic des 28.000 salariés, atteint en 1982.

Les effectifs

5000 en 1909 sur 8000 ouvriers caoutchoutiers(thèse de Guy Rousseau p. 350)

5000 en 1914

11000 en 1919

près de 18000, vers 1926 (rapport maire 1931)

16969 ou 18969 au 31 décembre 1928 (La Liberté, 2 décembre 1959)

début 1929, un peu plus de 17000

31 décembre 1929, 16554 (rapport maire 1931) (La Liberté, 2 décembre 1959)

15450 au 1er janvier 1930

14618 le 30 septembre 1930 (La Liberté, 2 décembre 1959)

13800 en octobre 1930 (La Liberté, 2 décembre 1959)

13600 en novembre 1930 (La Liberté, 2 décembre 1959)

12585 au 31 décembre 1930 (rapport maire 1931)

11740 1er janvier 1931

9542 au 31 décembre 1931 (rapport maire 1931)¹

moins de 9000 au 1er janvier 1932²

9112 au 1er septembre 1934 (rapports mensuels du commissaire de police)

7937 au 1er juillet 1935, niveau le plus bas (rapports mensuels du commissaire de police)

8011 ouvrier le 1er juin 1936 (Kergoat, La France du Front populaire, p. 350)

8085 1er septembre 1936 (rapports mensuels du commissaire de police)

8905 au 1er janvier 1937 (rapports mensuels du commissaire de police)

12000 selon l'amicale des anciens ouvriers et employés Michelin (La Montagne, 3 février 1938)

11237 au 1er avril 1938 (Kergoat, La France du Front populaire, p. 350)

11000 en 1939³

Les effectifs selon le mémoire de Parayre et Reboul, sauf mention contraire.

14093 en 1951

17905 en 1956

18444 en 1957

22394 en 1967

23358 en 1968

23328 en 1972

26912 en 1975

28125 en 1977

27582 en juillet 1977 salariés à Clermont dont 17260 ouvriers que la direction appelle ici agents et 10322 mensuels (source Le Monde, 27 12 1977)

28801 en 1978

2017 11000 : https://apps.eurofound.europa.eu/restructuring-events/detail/91338?utm_source=chatgpt.com

¹ Le rapport du maire est le compte-rendu des entrevues qu'a eu le maire avec Cailles, gendre d'Edouard Michelin, le 7 octobre 1931. Ce compte-rendu a été fait au conseil municipal de Clermont-Ferrand le 9 octobre 1931 et figure dans le rapport Dousset de 1932, p. 11-12.

² Chiffres de 1929 à 1932 issus du rapport Dousset de 1932 ou 1933 sur la situation économique du département (archives Panthou, FP, situation économique)

³ Les chiffres de 1914, 1919 et 1939 sont issus d'André Gueslin, p. 76-77.

Les effectifs selon la CGT

29980 en 1980

28115 en 1982

25764 en 1983

25375 e, 1984

21938 en 1985

21842 au 30 juin 1986

Les effectifs Michelin France

17000 fin décembre 2022

19000 en 2024, avant l'annonce des fermetures de Vannes et Cholet (1254 emplois)

Les effectifs des sites industriels Michelin France en 2023

Clermont : 970 Clatroux, 850 Gravanches, 550 La Combaude

Joué-lès-Tours : 163

Vannes : 300 (va fermer en 2025)

Cholet : 955 (va fermer en 2025)

Bassens : 460

Blavozy : 500

Bourges : 661

Troyes : 745

Avallon : 420

Golbey : 400

Montceau-les-Mines : 1200

Roanne : 840

Montagny : 77

Total des effectifs des sites industriels : 9091 (chiffres 2023) cité par *La Montagne*, 27 11 2024

Reportage sur le second plan, de 1984

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000938/l-annonce-d-un-plan-social-chez-michelin-a-clermont-ferrand.html>

Dans l'interview qu'il a donnée dans le quotidien *Les Echos*, la semaine passée, Edouard Michelin soulignait qu'entre 1983 et 1995, sur neuf plans sociaux ayant conduit à la suppression de 25 000 emplois, seulement 89 licenciements secs avaient été prononcés. Forts de cette expérience, les salariés d'aujourd'hui pourraient vouloir attendre l'annonce du contenu exact des mesures d'accompagnement des 7 500 suppressions d'emplois annoncées en Europe, pour juger si elles sont menaçantes pour leur situation personnelle. Avant de se lancer éventuellement dans des grèves dures.

https://www.la-croix.com/Archives/1999-09-20/Chez-Michelin-le-plan-social-sera-determinant-_NP_-1999-09-20-483090

C'est en 1983 que la firme s'est engagée sur la route du dégraissage avec un premier plan social et 3 110 emplois supprimés dans les usines françaises. Il s'agissait alors de départs en retraite et en préretraite au titre des contrats du Fonds national de l'emploi (FNE).

En 1985, ce sont cette fois près de 5 000 postes qui sont supprimés, à nouveau sous forme de contrats FNE, mais également d'aides au retour au pays ou d'aides à la reconversion et de quelques départs négociés.

En 1987, Bibendum ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin, et ce sont 2 260 postes qui s'évaporent à nouveau, toujours suivant le même scénario.

En 1990, Clermont-Ferrand, le coeur même du groupe, commence à payer le prix fort. Avec une nouvelle vague de 2 000 postes supprimés, le berceau de la firme totalise alors plus de 8 600 suppressions de postes, et annonce la fermeture d'un tiers de ses centres de distribution.

A peine un an plus tard, les incitations au départ, aménagements de contrat de travail et congés de reconversion refont leur apparition : 4 900 emplois disparaissent.

En 1993, les deux tiers des 3 000 suppressions de postes prennent la forme de reconversions internes et la majorité des départs s'opère dans le cadre des préretraites.

Les fermetures des sites de Guéret, dans la Creuse, et de Roubaix, dans le Nord, sont, quant à elles, la conséquence directe des 1 170 postes supprimés en 1994.

Dernier plan social en date : 1997. 1 445 postes sont touchés bien que, par le jeu de mesures internes comme le reclassement professionnel, la mobilité géographique ou encore la réduction du temps de travail, près de la moitié des emplois soit préservée.

Au total, ce sont très exactement 23 024 emplois qui auront été engloutis en Europe par le bonhomme Michelin. Le site de Clermont-Ferrand en aura supporté 14 065 à lui seul, soit la moitié des effectifs qu'il comptait seize ans plus tôt !

Les 7 500 nouvelles suppressions de postes annoncées cette année en Europe _ sur un effectif global de 75 000 _ seront donc la plus sanglante des restrictions appliquées par la firme de pneumatiques. Michelin se refuse pour l'instant à en donner les détails, même si la direction a fini par admettre que des plans sociaux seront nécessaires. Réduction du nombre d'intérimaires, non-renouvellement de CDD (ils sont 450 actuellement à Clermont-Ferrand), non-remplacement des départs naturels constitueront une part significative de ces suppressions. L'entreprise proposera aussi d'éventuelles mesures de préretraites.

https://www.la-croix.com/Archives/1999-09-22/Michelin-un-habitué-des-plans-sociaux-_NP_-1999-09-22-483298

“Succès de la mobilisation contre les suppressions d'emplois chez Michelin”, article du Temps, 22 septembre 1999

4000 ouvriers de Michelin ont défilé hier à Clermont-Ferrand. Surpris de leur propre réussite, les syndicats estiment que désormais c'est au gouvernement d'agir. L'action Michelin est repartie à la baisse

Robert Marmoz, envoyé spécial à Clermont-Ferrand

Ils ont déposé le nom d'une rue, comme on déboulonne une statue. A Clermont-Ferrand, l'avenue Edouard Michelin s'appellera désormais, «Rue du plein-emploi» pour les 4000 salariés de Michelin qui, hier, ont pour la première fois réagi publiquement à l'annonce des 7500 suppressions de postes dans les usines européennes du groupe. Quatre mille manifestants, cela peut paraître peu. C'est énorme pour l'intersyndicale qui n'osait rêver à la moitié.

Chez Michelin la lutte sociale, loin d'être une tradition, est à l'opposé de la culture maison. Les syndicalistes ne sont pas vraiment appréciés. François Michelin, «le patriarche», petit fils d'Edouard le fondateur, et père d'Edouard le successeur, ne disait-il pas: «Le syndicalisme n'apporte rien à l'entreprise, il n'est que le reflet de l'impuissance du patron»? Les Michelin, père et fils doivent être très puissants: «Chez eux» le taux de syndicalisme n'atteint pas les 4%!

De 32000 à 15000 salariés...

Les syndicats soulignent un autre chiffre, à leurs yeux plus parlant: dans les ateliers, le débrayage a été suivi à plus de 80%. Du jamais vu chez les «bibs» de Clermont.

La Bourse ne s'y est pas trompée. Elle, qui avait salué d'un bond à la hausse de 12% l'annonce, le 8 septembre, des suppressions d'emplois, est repartie de trois points à la baisse hier. Les actionnaires, apprenant également le gel, par un tribunal, d'un plan social avec 450 licenciements déjà déposé à Soissons dans une filiale du groupe, ont dû penser que les restructurations annoncées ne passeraient pas aussi bien que prévu. Et ça aussi c'est nouveau chez Michelin.

En bleu de travail, un ouvrier anonyme – «je ne peux pas donner mon nom sinon je serai convoqué dans le bureau du chef d'atelier» – résume l'une des raisons de cette mobilisation: «Depuis 1983, Michelin est passé de 32 000 à 15 000 salariés avec huit plans sociaux. On n'a rien dit car le patron nous expliquait que c'était pour sauver l'entreprise. Mais ces suppressions d'emplois, annoncées à la presse, le jour même où l'on apprenait la progression record des bénéfices, ça ne passe pas.»

L'humiliation, des «bibs» en bleu, – les cadres et administratifs, cols blancs de l'usine ne peuvent pas envisager l'idée de se rebeller contre le patron – a été ressentie aussi par les élus de la région. Le maire Serge Godard, qui n'est pas en guerre contre Edouard Michelin – «ce n'est pas contre lui qu'on manifeste mais pour l'aider à trouver des solutions» – avait pris place dans le cortège.

Laguillier et Krivine présents

Il y était moins entouré et salué que les sénateurs communistes porteurs d'une proposition de loi visant à interdire les licenciements économiques dans les entreprises qui dégagent des bénéfices. Ou que les nouveaux députés au Parlement de Strasbourg, le couple Laguillier-Krivine, venu soutenir «les travailleurs, travailleuses de Michelin» et expliquer que «leur lutte devait se conjuguer au niveau européen».

Antonio Fina, à la tête d'une délégation de «bibs» italiens n'a pas dit autre chose: «Il nous faut accélérer la construction du syndicat européen de Michelin». Côté socialiste, la députée Odile Saugues trouvait les mots les plus justes aux oreilles des manifestants. Sans doute parce qu'elle-même a travaillé vingt-cinq ans dans l'usine: «Chez Michelin c'est l'Omerta. Les gens se taisent pour éviter les ennuis.»

«L'Etat ne doit pas financer le plan social»

Jean Christophe Cambadélis, numéro 2 du PS, expliquait, lui, les propos de Lionel Jospin qui avaient surpris en déclarant son impuissance devant l'annonce des suppressions d'emplois et s'en était remis à la mobilisation des salariés: «On ne peut rien faire contre une annonce. Mais quand le plan sera déposé, la puissance publique pourra agir. Il y a des lois qu'on doit respecter, on ne peut pas licencier comme cela.»

Les syndicalistes ont repris la balle au bond. «On a réussi notre mobilisation, la balle est dans le camp du gouvernement, à lui d'agir en n'aidant pas au financement du plan social: depuis 83 l'Etat a versé 6 milliards de franc (1,5 milliard de francs suisses) pour aider Michelin à nous licencier», lance un délégué CFDT, avant de conclure: «Cette époque-là aussi est révolue».

<https://www.letemps.ch/economie/succes-mobilisation-contre-suppressions-demplois-chez-michelin>

Interview d'Edouard Michelin en 1999

https://www.liberation.fr/futurs/1999/11/15/edouard-michelin-revient-sur-l-affaire-et-envisage-l-avenir-il-faut-depoussier-michelin_290529/

Sources : la presse ; Thomas Zanetti. "La domination spatiale et temporelle du capital : un siècle de gouvernement de l'espace et du temps à Clermont-Ferrand". *L'Espace Politique*, 2016, <https://shs.hal.science/halshs-01427600> ; Sabine Parayre, Carine Reboul, *Les grands conflits sociaux chez Michelin pendant les trente glorieuses*, maîtrise histoire contemporaine, 1997, université Clermont-II ; Open AI (le 27 novembre 2024)

Exonérations d'impôts et aides de l'État

1999

Dans un article de l'Humanité du 22 septembre 1999, "Les fonds publics ont gonflé le géant du pneumatique", il est écrit : "Dix milliards de francs, c'est, à quelques centimes près, le montant dont a – selon les syndicats – profité Michelin depuis 1983 au titre des aides de l'État, alors que dans la même période, le géant du pneumatique supprimait plus de 23 000 emplois en France. Ces dix milliards engloutis à contre-emploi montrent que l'État n'est pas impuissant pour intervenir dans la politique des grandes entreprises. C'est un fait, Michelin a bénéficié d'importantes aides publiques pour supprimer 3 110 emplois en 1983, 4 993 en 1985, 2 196 en 1987, 2 260 en 1990, 4 900 en 1991, 2 950 en 1993, 1 170 en 1994 et 1 445 en 1997. Il s'apprêterait aujourd'hui à bénéficier à nouveau d'aides pour mener à bien son nouveau plan. Le système est très simple. A titre d'exemple, prenons le huitième "plan social" du groupe de Clermont-Ferrand, celui de 1997 qui prévoyait 1445 suppressions de postes, dont 735 départs en FNE. Grâce à ce plan, dont l'objectif affiché était d'économiser "un milliard de francs par an durant trois ans", en utilisant à plein le système des FNE, Michelin n'a contribué que pour 20% des sommes dues aux salariés partants qui étaient âgés de plus de 57 ans, et pour 23% s'agissant des préretraites à partir de 56 ans. Avec ce mécanisme qui fait appel aux contribuables pour gonfler ses profits, il était précédemment apparu -sans que Michelin démente - que le groupe avait englouti un milliard de francs publics lors des quatrième et cinquième plan."

Robert Hue annoncera le même chiffre de 10 milliards d'aides dans une intervention à l'Assemblée suite au scandale Michelin de 1999

2016

Sur la base d'un amendement de la députée socialiste riomoise, Christine Pirès-Beaune, une disposition de la loi de finances pour 2016 prévoit que les collectivités territoriales et leurs EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) peuvent consentir un abattement fiscal «sur la valeur locative des immeubles affectés à des activités de recherche industrielle, faisant l'objet d'une première imposition à partir du 1 er janvier 2016 ». Cette disposition - qui concerne le flux et non le stock - a pour objectif de « soutenir les entreprises actives dans le domaine de la recherche et du développement (R & D) ».-Délibération CAM du 15-1-2016 : abattement de 50 % (CFE, Foncier bâti, taxes additionnelles). Concerne « principalement » Ubalad, centre de recherche Michelin. Perte annoncée pour le budget métropolitain : 950 000 euros. De leur côté, le Conseil Départemental 63 et la Ville de Cébazat prendront des délibérations semblables (source : note VF Michelin Abattement Carmes, Cataroux. 7-1-25, communiquée par Christian Mazet le 21 avril 2025)

Lors du débat sur la mise en place de l'abattement au Conseil départemental, Cuzin, ex-haut cadre de Michelin, depuis également maire de Beaumont, a défendu sa boutique en disant que les opposants à cette décision étaient..."des bolcheviks". (mail de Christian Mazet, le 21 avril 2025)

Dans le débat à la Métropole où Front de Gauche, Ecolo et PCF ont voté contre cette exonération, le maire Bianchi la justifie ainsi : « Serions-nous Clermont-Ferrand si Michelin n'existait pas ? Certainement pas. Michelin aurait tout à fait pu choisir d'implanter son centre de recherche ailleurs ; il avait des propositions très attractives des Américains notamment, avec une fiscalité quasi nulle, et il a choisi de s'implanter ici. Notre délibération est un signal, qui s'adresse aussi aux autres entreprises qui investissent dans la R & D ».

(La Montagne, 16 janvier 2016)

Réorganisation chez Michelin : inacceptable pour le PCF

La Montagne, Publié le 02 mars 2016 à 18h06

Alors que le groupe Michelin affichait « un bilan 2015 exceptionnel avec un résultat de 2,6 milliards d'euros », à partir de 2018 le nouveau centre de recherche Michelin sera exonéré de la taxe foncière à hauteur de 50% tous les ans soit de la somme de 550 000€ par an (même exonération de la part de Clermont-Communauté).

Plusieurs élus se sont élevés contre cette proposition, notamment les élus du Front de Gauche trouvant plus que blâmable, alors que de plus en plus de nos concitoyens ont du mal à boucler leur budget qu'on permette aux grandes entreprises d'obtenir des exonérations fiscales (pour Michelin, 70 millions d'argent public dont 24 millions d'euros de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour l'année 2015).

source : https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/politique/reorganisation-chez-michelin-inacceptable-pour-le-pcf_11807209/

2019

https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/24/la-roche-sur-yon-michelin-a-t-il-achete-avec-le-cice-des-machines-expediees-a-l-etranger_1758128/

La Roche-sur-Yon : Michelin a-t-il acheté, avec le CICE, des machines expédiées à l'étranger ?

Le groupe de pneumatiques, qui a annoncé la fermeture de son site de La Roche-sur-Yon, a bénéficié de 65 millions d'euros du Crédit d'impôt compétitivité emploi ces dernières années. Dont 4,3 millions pour l'usine de La Roche, qui ont servi à financer des machines... parties en Europe de l'Est et en Espagne.

par [Luc Peillon](#)

publié le 24 octobre 2019 à 14h37

Question posée par gipe le 17/10/2019

Bonjour,

Le groupe de pneumatiques Michelin a annoncé, le 10 octobre, [la fermeture de son site de fabrication de pneus poids lourds de La Roche-sur-Yon](#), en Vendée (619 salariés), ainsi que la suppression de 74 emplois dans l'usine de Cholet qui produit le mélange de gomme pour le site de La Roche-sur-Yon.

Pour rappel, le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi), créé en 2013, était un dispositif d'aide aux entreprises représentant 4% de la masse salariale la première année (dans la limite de 2,5 fois le Smic) et 6% les années suivantes. Il a été transformé, en 2019, en une baisse de cotisations patronales.

Selon la direction de Michelin, sollicitée par CheckNews, le groupe, qui emploie 20 000 salariés en France, a bénéficié, depuis la création du CICE, de 65 millions d'euros au titre de ce dispositif. La loi exigeant, de la part des entreprises, de communiquer aux représentants du personnel l'utilisation qu'elles font du CICE, Michelin a été contraint de «flécher» le crédit d'impôt sur certaines dépenses.

4,3 millions de CICE pour le site La Roche-sur-Yon

Dans plusieurs documents dressés à l'occasion de différentes réunions du comité central d'entreprise (CCE), que CheckNews a pu consulter, Michelin France détaille ainsi les investissements théoriquement financés par le CICE.

En 2018, par exemple, l'entreprise explique avoir consacré 23,3 millions d'euros de CICE à ses sites de Roanne, de Montceau-les-Mines, du Puy-en-Velay ou encore des Gravanches, pour optimiser des lignes de fabrication ou acheter de nouvelles machines.

En 2017, Michelin évoque 17,5 millions d'euros de CICE, attribués à Montceau-les-Mines, Roanne, mais aussi le site dont elle vient d'annoncer la fermeture : La Roche-sur-Yon. Pour cette usine, la direction explique que la part de CICE s'élève à 4,3 millions d'euros.

Or, selon le document communiqué aux représentants du personnel lors du CCE des 28 et 29 novembre 2017, cette somme a permis de financer, en grande partie, la rénovation d'ateliers de cuisson et l'achat de huit nouvelles machines d'assemblage.

Six machines sur huit envoyées à l'étranger, sans même avoir été déballées

Sauf que trois mois plus tard, en février 2018, changement de programme. La direction décrète une *«pause des investissements»* à La Roche-sur-Yon. A ce moment-là, sur huit machines achetées, seules deux ont été installées. Les six autres, encore dans les cartons, sont alors réexpédiées vers d'autres usines à l'étranger. Deux machines de finition sont envoyées dans l'usine d'Aranda, en Espagne, trois machines de confection partent sur le site de Zalau, en Roumanie, et une machine de confection s'en va sur le site d'Olsztyn, en Pologne.

De l'argent du CICE pour financer du matériel servant dans des usines à l'étranger ? *«Au moment où ces machines, déjà achetées, auraient dû être installées, on savait qu'on n'avait déjà plus les volumes nécessaires sur La Roche-sur-Yon, explique l'entourage de la direction. Pour autant, sur les sites qui les ont accueillies, elles n'ont pas représenté des machines supplémentaires mais ont remplacé des machines existantes.»* Par ailleurs, ajoute cette même source, *«Michelin avait aussi investi à La Roche-sur-Yon 70 millions d'euros, ce qui a permis de pérenniser l'usine trois ans de plus»*. Ces 4,3 millions d'euros de CICE, explique enfin la direction, doivent également être mis en regard *«avec les 120 millions d'euros que Michelin va consacrer à l'accompagnement des salariés et à la revitalisation du site de La Roche-sur-Yon»*.

Certes, la somme en jeu est effectivement très inférieure à ce qui est consacré à la revitalisation du site ou à l'enveloppe consacrée, à l'époque, à La Roche-sur-Yon. Michelin va-t-il cependant rembourser ces 4,3 millions d'euros qui ont servi, en partie, à financer des machines envoyées à l'étranger ? Une déclaration du directeur France de Michelin, Jean-Paul Chiocchetti, dans [un article de Ouest-France daté du 16 octobre](#), le laissait penser : *«Au titre du CICE, le Crédit d'impôt compétitivité emploi, nous avons perçu 70 millions d'euros pour l'ensemble des sites. Pour La Roche, nous avons une enveloppe de 4,3 millions d'euros. Elle a été entièrement utilisée pour notre plan d'investissement de 70 millions d'euros. Nous allons la rembourser.»*

«Nous rembourserons les aides régionales, mais pas le CICE»

Depuis, l'entreprise semble avoir fait machine arrière. *«Nous rembourserons les aides régionales, notamment parce que les objectifs en termes d'emplois n'ont pas été tenus, mais pas le CICE, explique*

l'entourage de la direction. *Le CICE n'était pas assujéti à des critères spécifiques sur l'emploi, mais était destiné à soutenir les entreprises dans leur politique d'investissement.*»

Même position du côté du gouvernement. «*A notre connaissance, il n'est pas prévu de remboursement du CICE, qui a été utilisé dans le cadre des dispositions légales*», se borne à expliquer l'entourage du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, à CheckNews. Et de fait, autant le remboursement des aides régionales a été réclamé par l'ancien président LR de la région des Pays de la Loire, Bruno Retailleau, autant Bercy est resté très silencieux sur Michelin.

L'exécutif n'a visiblement pas envie de créer un précédent qui, à chaque plan social, ouvrirait la porte à des demandes de remboursement du CICE de la part des syndicats.

2021

La CGT Michelin dénonce le cofinancement par la Mairie de la rénovation complète de la place des Carmes devant le siège de Michelin et rappelle les aide perçues par l'entreprise, Dans un tract, le syndicat écrit : *"Michelin supprime des emplois avec les aides de l'Etat et des collectivités : remise d'impôts locaux de 900 000 euros à Clermont, 65 millions d'euros de CICE, financement de la recherche etc"*.

Le syndicat estime que 90 % des 10 millions d'euros qu'ont coûté les travaux de la place des Carmes ont été payés par l'argent public. *"Cette polémique est ahurissante et invraisemblable* » avait répondu le Maire O. Bianchi.

D'après les chiffres fournis par Clermont Auvergne Métropole, la rénovation de la place des Carmes a coûté au final 11,8 millions d'euros dont 10,3 millions pour la métropole, 0,78 million pour Michelin et 0,73 million pour la Ville de Clermont-Ferrand. La somme investie par Michelin correspond au montant payé par le manufacturier pour les aménagements effectués sur le foncier, c'est-à-dire le parvis, qui lui appartient

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/puy-de-dome/clermont-ferrand/la-cgt-michelin-denonce-le-financement-de-la-place-des-carmes-une-imbecillite-pour-le-maire-de-clermont-ferrand-2150518.html>

2022

Fin de l'abattement pour 2022 décidée à la CAM du 24 septembre 2021. La majorité métropolitaine rend sa copie. Surprise, le coût de l'abattement est monté à 1,9 millions d'euros par an ! Entre 2016 et 2021, il a coûté à la seule CAM 10 à 12 millions d'euros au total. Il n'a permis aucune nouvelle implantation de centre de recherche. (coûts pour CD63 et Cébazat pas documentés).

(source : note VF Michelin Abattement Carmes, Cataroux. 7-1-25, communiquée par Christian Mazet le 21 avril 2025)

Il serait très intéressant d'avoir les coûts pour le CD 63 et Cébazat (note d'Eric)

L'ABATTEMENT ABATTU !

Le conseil métropolitain vient de mettre fin à l'abattement fiscal Michelin.

C'est une histoire qui mérite d'être racontée.

On y trouve des millions d'euros d'argent public qui valent au-dessus de nos têtes, atterrissent dans la poche des financiers et au passage désarment les collectivités.

Le 15 janvier 2016, au moment même où les impôts locaux sont augmentés de 9 % pour les clermontois-es, Clermont Communauté vote un abattement fiscal de 50 % pour Michelin. On connaît la chanson : attractivité, marketing territorial, chantage voilé au départ, il fallait ça pour maintenir Michelin à Clermont et attirer d'autres centres de recherche. La métropole perdait 950 000 euros par an. Le département et la Ville de Cébazat mettaient également la main à la poche.

Le 24 septembre 2021, la majorité métropolitaine rend sa copie. Surprise, le coût de l'abattement est monté à 1,9 millions d'euros par an ! Depuis 2016, il a coûté 8 à 9 millions d'euros au total. Il n'a permis aucune nouvelle implantation de centre de recherche. L'abattement est abattu.

Entre temps, Michelin a distribué 522 millions d'euros à ses actionnaires en 2016 et 666 M€ en 2019 (+28%). Ces derniers pourraient donc penser à remercier chaleureusement la population métropolitaine pour sa contribution.

Entre temps, le MEDEF a obtenu de Macron la baisse de 50 % des impôts de production payés par les entreprises et, au final, Michelin gagne encore des millions supplémentaires.

Notre groupe s'est toujours battu contre cet abattement. En 2016, Alain Laffont parlait de Père Fouettard pour la population et de Père Noël pour Michelin.

Nous avons donc voté bien volontiers pour abattre l'abattement.

Marianne Maximi, Fatima Chennouf-Terrasse, Diego Landivar

Source : tribune élus LFI dans le magazine métropole après le vote de fin de l'abattement

2024

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b0665_proposition-loi.pdf

“Michelin a ainsi pu bénéficier de plusieurs centaines de millions d'euros en deux ans, parmi lesquels on peut citer 42 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche pour la seule année 2023, plus de 65 millions d'euros du fait du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) depuis 2013, ou encore 12 millions d'euros pour le chômage partiel en 2020.”

Source : PROPOSITION DE LOI visant à mettre fin aux licenciements économiques abusifs dans les grandes entreprises, enregistrée le 3 décembre 2024

A noter que Chassaing n'est pas signataire de cette proposition de loi.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17b0641_proposition-resolution.pdf

Dans ce contexte, il convient de noter que les entreprises où se déroulent des plans sociaux massifs ont largement été soutenues financièrement par la puissance publique. Ainsi, l'entreprise Michelin a bénéficié de sommes d'argent très importantes versées par l'État ces dernières années, grâce à différents dispositifs. On peut ainsi citer 42 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche en 2023, plus de 65 millions d'euros du fait du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) depuis 2013, 12 millions d'euros pour le chômage partiel

en 2020, ou encore le plan de soutien automobile de 2020 doté d'un fonds de 200 millions d'euros (12), selon l'économiste Maxime Combes (13)

Source PROPOSITION DE RÉOLUTION tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques versées aux entreprises
déposée le 29 novembre 2024

Selon tract solidaires Auvergne intitulé "Imposons un autre avenir. Décembre 2024", Michelin aurait perçu 330 millions d'euros d'aide publique aux entreprises. J'ignore leur source et la période où l'entreprise a touché cette somme. C'est possiblement un cumul du CIR et CICE depuis 2013.

En 2023, Michelin a bénéficié de 42 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche (La Montagne, 27 novembre 2024)

<https://www.marianne.net/economie/economie-francaise/cice-cir-combien-dargent-public-michelin-et-auchan-qui-licencient-pres-de-3-700-salaries-ont-ils-recu>

55 millions de CIR... sans compter le CICE

Une demande de transparence du gouvernement... sans pour autant exiger le remboursement des aides, comme l'a précisé sa porte-parole Maud Bregeon. Mais combien les deux géants ont-ils touché exactement ? Après la requête du Premier ministre, Michelin a reconnu avoir reçu de l'État 55 millions d'euros par le biais du Crédit d'impôt recherche (CIR), qu'elle juge au passage « *très important* » pour « *rendre les chercheurs compétitifs* ». « *Ce crédit a permis de rapatrier des activités de recherche et développement du Japon et des États-Unis en France, rendant le coût d'un chercheur en France compétitif avec l'Allemagne et d'autres pays* », s'est défendu le groupe.

Le fabricant de pneumatiques a par ailleurs rappelé ne plus toucher le CICE, transformé en 2019 en baisse durable de cotisations sociales. L'entourage du groupe assure que « *le CICE ruisselle partout chez Michelin* », sans donner de chiffres précis pour autant. Mais en 2019, au moment de l'annonce de la fermeture de l'usine de La-Roche-sur-Yon et de la suppression de 693 emplois par Michelin, le journal *Libération* précisait que le groupe avait touché plus de 65 millions d'euros du fait du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) depuis 2013.

Source : Marianne, "CICE, CIR... Combien d'argent public Michelin et Auchan, qui licencient près de 3 700 salariés, ont-ils reçu ?", 10 novembre 2024

2025

Entretien avec Christian Mazet, LFI, 17 novembre 2025

En 2025, 6 millions d'euros d'aides à la restructuration du site de Cataroux sont votés par Clermont Métropole, une partie pour Michelin pour le PIC, 400 000 euros pour l'espace de coworking, 1,8 millions donnés en juin à un structure détenue à 40% par Michelin et 40% Danone

Travaux estimés à Cataroux pour 300 millions, Michelin dit qu'il va prendre en charge 60 millions dont 30 millions pour le déménagement et l'agrandissement de l'Aventure Michelin. La Région via Wauquiez apporte beaucoup.

La Cité du Mouvement, 3ème structure créée aux Piste, portés à 49% par une filiale de l'ENRUE, structure créée par Borloe pour la Ville. C'est Adenot, quand Quilliot démissionne qui s'appuiera sur les réserves qu'avait faites Quilliot, c'est l'homme de Michelin, c'est lui qui a négocié Estaing (voir son livre sur l'urbanisme). En 2014, Bianchi veut virer les vieux dont Adenot qui traîne les emprunts toxiques. C'est Michelin qui impose que Adenot reste. François Michelin dira que c'est dur de gérer les villes, un véritable argumentaire pro Adenot qui était modernisateur avec un habitus de socio démocrate et va se battre sur le logement social alors que Bianchi s'en fout complètement. Quilliot avait le CCAS, Logidome mais pas la culture. Le Directeur de cabinet de Bianchi et d'autres personnalités viennent de Lille qui a fait le grand stade, du tape à l'œil. Bianchi s'en inspire. Le grand stade à Clermont devait coûter 34 millions en 2021 lors du vote ; là, il en sont à 58 millions, la CAM qui devait payer 20 millions va devoir en payer 60 car les autres participants ne veulent pas augmenter la part fixée en 2021/

4000 euros de salaire mensuel pour le communiste Cyril Cyneux. Ce n'est pas le PCF qui a obtenu la gratuité des transports le WE mais les commerçants.

L'idée marketing de Bianchi c'est de faire de Clermont une ville créative; de cols blancs.

Un jour, sur la question de la culture, Bianchi propose un conseil municipal privé. Bourges a construit sa stratégie non sur le bling bling

Prise en main du domaine de la formation par Michelin avec la Hall 33, la manufacture des talents, deux projets menés avec le Rectorat, prise en main de Géograph MobibMob dirigé par Patrick Oliva, un très haut cadre Michelin

Voir aussi : Audition de Florent Menegaux, PDG de Michelin, lors de la commission d'enquête sur les [#aidespubliques](#) aux [#entreprises](#)
<https://www.youtube.com/shorts/-dNAMplaXRI>

Le 18 mars 2025, la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants auditionnait Florent Menegaux, le Président-Directeur général du groupe Michelin. Le 5 novembre 2024, l'entreprise a annoncé qu'elle fermait deux de ses sites français, à Cholet dans le Maine-et-Loire et à Vannes dans le Morbihan, qui emploient 1 254 personnes. Les sénateurs ont donc souhaité auditionner le PDG de Michelin puisque le groupe a reçu plusieurs dizaines de millions d'euros d'aides publiques et d'allègements de cotisations sociales en 2023. Face à la commission d'enquête, Florent Menegaux a rappelé que son entreprise restait engagée en France et que les aides publiques étaient essentielles face à une concurrence internationale toujours plus forte. Ses propos n'ont pas convaincu, Fabien Gay, rapporteur communiste de la commission d'enquête, qui s'est dit "scandalisé" par le fait que la multinationale française "touche de l'argent public, verse 1,4 milliard d'euros de dividendes et licencie 1 200 personnes".

Menégaud détaille ce 18 mars 2025 les aides dont bénéficie Michelin

- Soutien à l'emploi, reconversion : 10,6 millions en 2023 sur 1,5 milliards de masse salariale
- Soutien au mécénat : 43,5 millions de déduction fiscale de 2019 à 2023 donc 8,7 millions par an

Soutien à la compétitivité :

- Aide pour compenser le poids de la fiscalité: 32,4 en 2023 sur 400 millions de cotisation
- Compenser le coût de l'énergie : entre 2022 et 2024 4 millions d'euros sur 129 millions de surcoût sur la période soit 1,33 millions d'euros par an
- Favoriser la modernisation industrielle : 1,4 millions en 2023 pour 155 millions dépensés
- Favoriser la transition environnementale de ses sites : 1,8 millions en 2023 sur 14,5 millions

Soutien à la Recherche et Développement

- Crédit impôt recherche : 2023 40,4 millions pour 400 millions en France
- Subventions : 2020 à 2024, 14,7 millions pour dépenses de 82 millions sur les projets ayant bénéficié de ces subventions soit 2,94 millions

Donc au total, en 2023, Michelin aurait perçu $8,7 + 32,4 + 1,33 + 1,8 + 40,4 + 2,94 = 87,57$ millions **(et selon moi, il faut ajouter les exonérations de taxe foncières ou impôts locaux par Clermont Métropole qui selon la CGT en 2021 seraient de 900 000 euros.)**

Le président de la Commission constate qu'il est très difficile d'évaluer si les subventions sont bien utilisées, en particulier le CICE, de l'aveu même de celui qui l'a mis en place, Louis Gallois.

Montant du CICE de 2013 à 2019, en moyenne 22,6 millions. Depuis, ce sont des allègements de cotisations. Le rapporteur pointe que 4,3 millions ont été perçus pour La Roche-sur-Yon grâce au CICE en 2019 alors que 6 des 8 machines achetées ont finalement été envoyées à l'étranger après fermeture du site.

Sur le CIR, le rapporteur s'étonne qu'il ne soit pas obligatoire d'investir dans la recherche en France. Michelin reconnaît qu'il fait appel à des sous-traitants à l'étranger mais seulement pour 1,8% des 40 millions perçus. Le total de la sous-traitance en RetD est inférieur à 6% dit Michelin.

Le rapporteur rappelle qu'entre 1983 et 2000, Michelin avait perçu 10 milliards de francs de l'Etat selon une intervention de Robert Hue.

Le rapporteur se trompe quand à 36min34 et 41m45 il dit que Michelin perçoit 40 à 50 millions d'euros par an alors que c'est 87 millions ! C'est regrettable.

75% des investisseurs sont étrangers dit Ménégaud.

Ménégaud dit que la production industrielle Michelin en France est déficitaire et donc ces usines ne continuent que par l'aide apportée par les autres usines Michelin dans le Monde. Par contre, l'activité commerciale est bénéficiaire.

L'ancien PDG dans un 1er temps s'était engagé à rembourser les 4,2 millions d'euros perçus par Michelin pour le CICE à la Roche-sur-Yon, avant de se rétracter.

Michelin paye 1,4 milliards d'euros d'impôts par an (mais je ne sais pas si c'est en France seul)

L'effort global d'investissement est de 1,2 milliard génère 40 millions de crédit impôt en France et de 30 millions à l'étranger donc 70 millions.

Michelin employait 35000 personnes à Clermont dit Ménégaud contre 12000 aujourd'hui mais la valeur ajoutée des 12000 est bien supérieure aux 35000 précédemment. Plus on cherche à protéger, plus on détruit l'économie.

Michelin fait 9% de son chiffre d'affaires en France alors qu'il a ici 16% de ses effectifs, donc en disant cela, Ménégaud veut démontrer que les usines françaises rapportent moins que celles à l'étranger.

Ménégaud reconnaît que les sites de Troye et Le Puy sont sous-utilisés mais comme Le Puy produit des pneus militaires, Michelin les maintient. Il justifie le recours au chômage partiel plutôt que des licenciements, en demandant l'aide de l'Etat.

Rapport de transparence fiscale présenté chaque année par Michelin. Ici celui de 2023

<https://www.michelin.com/publications/informations-r%C3%A9glement%C3%A9es/rapport-transparence-fiscale>

Ménégaud ne cite pas ici les exonérations de taxe foncière.

A partir de 2018 le nouveau centre de recherche Michelin a été exonéré de la taxe foncière à hauteur de 50% tous les ans soit de la somme de 550 000€ par an (même exonération de la part de Clermont-Communauté) voire 900 000 euros selon tract CGT 2021 quand elle a contesté le financement par la Ville des travaux de la place des Carmes.

Michelin rend des aides publiques et l'Etat crée une plateforme pour un meilleur suivi

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/30/michelin-rend-les-aides-publiques-et-l-etat-cree-une-plateforme-pour-un-meilleur-suivi_6659971_3234.html

Le 18 mars, le sénateur Fabien Gay (Parti communiste, Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission d'enquête sur les aides publiques aux entreprises, prenait au mot Florent Menegaux, le président du groupe Michelin, lors de son audition. « Vous aviez déclaré que 4,3 millions d'euros [de CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi] serviraient au site de La Roche-sur-Yon en 2017, mais vous avez décidé de fermer

le site la même année. Vous aviez dit que les investissements devaient servir à la rénovation d'ateliers de cuisson et à l'achat de huit nouvelles machines d'assemblage. Deux de ces machines ont été montées, puis démontées, puisque vous avez fermé le site ; six autres sont restées dans les cartons et sont parties dans des usines, en Espagne, en Roumanie et ailleurs. Ne pensez-vous pas que l'argent public français doit financer des investissements en France ? », lui demandait-il.

Réponse du dirigeant : « *Sur cette question précise, je considère que l'on devrait être capable de rembourser si le CICE n'a pas servi pour les machines restées en France : ce ne serait pas anormal qu'on les rembourse. Mais ce n'est pas le cas pour tous les autres sujets.* » Pour mieux défendre les allègements de cotisations sociales, le crédit d'impôt recherche ou le soutien à certains projets de filière industrielle, Michelin a donc bel et bien remboursé à l'Etat les sommes qui auraient dû aider le site vendéen, fermé fin 2020.

Pour l'économiste libéral Jean-Marc Daniel, professeur émérite à l'ESCP Business School, la décision de Michelin est « *un geste de pure démagogie* », à bon compte au regard du montant de son bénéfice net, 1,9 milliard d'euros en 2024. Selon lui, les entreprises comme Michelin feraient mieux de se passer d'aides publiques.

Pour le sénateur Fabien Gay, en revanche, ce don volontaire est « *une victoire éthique et un précédent majeur pour la conditionnalité des aides* ». Dans les recommandations de la commission d'enquête, il avait demandé ce remboursement à Michelin « *pour des raisons d'exemplarité* ». Ce geste, explique-t-il dans un communiqué de presse, « *démontre qu'il est possible de conditionner les aides publiques à des contreparties réelles en termes d'emploi, de maintien de l'activité en France et de non-délocalisation* ».

Eric Panthou

IHS CGT 63

Centre d'Histoire Espaces et Cultures, Université Clermont Auvergne